

Indignation générale à la suite de propos de Bart De Wever

■ Jeudi, le patron de la N-VA a rejeté la responsabilité du décès de Mawda sur ses parents.

Les membres du gouvernement s'étaient montrés plutôt discrets sur le décès de la petite Mawda. C'était sans compter sur Bart De Wever, qui a eu des déclarations choc sur VTM une semaine après la tragique course-poursuite. Alors que l'enquête est toujours en cours, le président de la N-VA s'est attaqué aux parents de la fillette, révélant par la même occasion les détails de leur parcours. *"Ils sont allés demander l'asile en Allemagne. Ils sont entrés illégalement en Angleterre d'où ils ont été expulsés vers l'Allemagne. Apparemment, l'asile leur a été refusé fin de l'année dernière et depuis lors, ils ont déjà été interceptés à trois reprises dans notre pays alors qu'ils tentaient à nouveau de gagner illégalement l'Angleterre. Lors d'une des interceptions, ils se trouvaient même avec leurs enfants dans un camion frigorifique. Dans ce cas, aussi tragique que soit la mort d'un enfant, et un enfant est par nature innocent, il est permis de souligner la responsabilité des parents. Ne parler de ces gens qu'en termes de victimes, je trouve que ce n'est pas correct"*, a-t-il dé-

claré. Jan Jambon et Theo Francken ont appuyé la thèse de leur président de parti. Pour le premier, Bart De Wever n'avancait que des *"faits établis"*. Pour le second, *"les éléments exposés sont corrects"*. Charles Michel (MR), forcé de réagir, s'en est tenu à dire que *"ce sont les enquêtes du comité P qui doivent établir des responsabilités"*.

Réactions sur le fond et sur la forme

Il n'a pas fallu longtemps pour que les réactions politiques ne pleuvent, toutes plus outrées les unes que les autres.

D'abord, sur la forme. Kristof Calvo (Ecolo-Groen) a qualifié la réaction de De Wever comme *"la plus inhumaine jamais exprimée en politique belge"*. Au sein de la majorité, la présidente de l'Open VLD Gwendolyn Rutten a appelé à la retenue. *"Pouvons-nous, au-delà des frontières qui séparent les partis politiques, réagir avec humanité, certainement lorsqu'il s'agit de drames humains?"*, s'est-elle interrogée.

Ensuite, sur le fond. Selon la Ligue des droits de l'homme (LDH), la divulgation des détails du dossier est illégale. *"S'emparer et rendre public ce dossier administratif est illégal. Et cela participe d'une stratégie visant à salir les parents afin de conduire l'opinion publique à s'éloigner du cœur du dossier, celui d'un drame qui est la conséquence d'une politique menée par les cabinets Francken et Jambon"*, a indiqué Alexis Deswaef,

président de la Ligue. Une affirmation à analyser avec prudence, les fuites pouvant venir tant de l'Office des Etrangers, du cabinet Francken, du cabinet Jambon que de la police fédérale. Quoi qu'il en soit, le fait qu'un président de parti connaisse ce dossier dans les moindres détails est anormal. Sur les réseaux sociaux, vendredi, plusieurs membres de l'opposition soulevaient déjà plusieurs questions à ce sujet.

Mawda sera enterrée la semaine prochaine

Effarés par le déferlement parfois haineux à l'encontre de leurs clients, les avocats des parents de Mawda ont réagi par voie de communiqué. *"Une enfant est morte. Elle est morte d'une balle dans la tête tirée par un policier belge. Elle est morte sans ses parents, mis au cachot pendant qu'elle agonisait dans une ambulance. L'enquête sur ces faits inimaginables suit son cours. Les parents de Mawda n'ont pas encore enterré leur fille. Toutes les déclarations de la N-VA au sujet de cette affaire sont de la provocation indécente. Elles ont pour but de nous faire oublier l'essentiel: une petite fille de deux ans est morte, tuée par un policier belge. Face à l'énormité de ces faits et au deuil de la famille, face aux attaques abjectes dont sont victimes les parents de la part de certains politiciens, la seule réponse envisageable est le silence."*

L'enterrement de Mawda aura lieu dans le courant de la semaine prochaine.

S. F.